

• (1610)

«Le déficit fédéral mis en perspective» est un rapport de 81 pages qui est censé expliquer et justifier notre énorme dette et notre déficit croissant. Il fait plutôt ressortir l'incurie flagrante qui caractérise la politique financière du gouvernement fédéral depuis 1974. Vous pourriez vous demander ce qui s'est passé, monsieur le Président. La mesure fiscale discrétionnaire cruciale, apparemment, a été l'indexation de l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette mesure, extrêmement populaire, a apporté bien des voix au gouvernement en 1974 mais, de ce fait, le déficit budgétaire annuel du gouvernement fédéral a commencé à s'accumuler. En 1979, notre dette totale avait doublé, atteignant 44 milliards de dollars. De 1974 jusqu'à maintenant, le gouvernement n'a jamais essayé d'avoir un budget des dépenses proportionné aux recettes. Le résultat, c'est le budget de l'actuel ministre des Finances qui prévoit une augmentation massive des impôts au cours des quatre prochaines années. Au total, les nouvelles mesures fiscales proposées rapporteront plus de 6 milliards de dollars, en impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, d'ici la fin de 1987. Dans les autres domaines fiscaux, la taxe de vente fédérale, qui augmentera l'année prochaine, retirera 2.2 milliards de plus de notre économie, tandis que le maintien de la redevance spéciale de participation canadienne sur l'essence, pour payer l'acquisition de Petrofina et de BP ainsi que d'autres mesures socialisantes prévues par le gouvernement, représentera une ponction de 3.3 milliards.

Voilà le bilan. Ce que le gouvernement a fait dans ce budget, c'est ce que font les libéraux d'une manière tout à fait irresponsable depuis pratiquement une décennie, à savoir dépenser maintenant et rejeter toute la charge sur nos enfants et nos petits enfants, un fardeau que nous n'avons pas le courage de porter. Cette attitude sème la crainte et l'incertitude chez les jeunes aussi bien que chez les vieux.

C'est pourquoi les électeurs ont déjà décidé de changer de gouvernement aux prochaines élections, comme le prouvent les récents sondages Gallup. L'inquiétude des électeurs se comprend sans peine. Regardons-y de plus près. Ce gouvernement est composé de 37 ministres et 27 secrétaires parlementaires, le plus grand nombre de conseillers qu'un premier ministre ait jamais eus dans l'histoire du Canada. Pour aider ce gouvernement, les Canadiens paient le plus grand nombre de sous-ministres et la plus imposante bureaucratie depuis que le Canada existe. Pourtant, malgré tous ses conseillers, le très honorable député de Mount Royal a jugé bon de constituer un troisième niveau de gouvernement, la Commission Donald Macdonald, composée de 12 membres, presque un tiers de cet énorme cabinet, aidée d'un nombre inconnu d'employés. A cette commission dont les travaux dureront trois ans, le premier ministre a simplement dit: «S'il vous plaît, M. Macdonald, dites aux libéraux quoi faire. Dites-nous où aller».

Par votre intermédiaire, monsieur le Président, je dirai à ce gouvernement que les Canadiens ne demanderaient pas mieux que de lui dire où aller, mais ils devraient utiliser le langage du très honorable député de Mount Royal, qui est parfois choquant.

Ce troisième niveau de gouvernement a déjà dépensé un million de dollars pour M. Macdonald et ses onze commissaires. Et ce ne sont pas de vulgaires apprentis: au tarif quotidien de \$925, la note que le contribuable devra régler grossit à vue

Le budget—M. Crouse

d'œil, sans parler du personnel de soutien de la Commission qui lui non plus ne travaille pas pour rien.

Le «Gros Mac» se promène d'un bout à l'autre du pays, ce qui explique en partie l'écrasant déficit que doivent assumer les Canadiens. Voilà le genre de politique qui engendre une crise au Canada, une crise de confiance dans le gouvernement et dans sa façon d'exploiter le système.

La confiance, c'est intangible, mais, sans elle, personne n'oserait monter dans une automobile, un wagon de chemin de fer ou un avion. On doit être convaincu que les chances d'arriver à destination sans danger sont bonnes, sans quoi le départ n'aurait même pas lieu. Le gouvernement actuel a perdu la confiance des Canadiens et je doute fort que les ministériels de l'autre côté soient capables de la regagner.

Il y a certaines déclarations contradictoires dans le budget qui prêtent à confusion, surtout pour ceux qui suivent de près la scène politique à Ottawa. Voici ce qu'on dit notamment à la page 3 du budget, sous la rubrique «Programme spécial de relance»:

Le programme soutient également les investissements privés et publics, mais toutes les initiatives visent finalement à améliorer la situation financière, les perspectives de croissance et la capacité de création d'emplois du secteur privé.

C'est comme dans Alice au pays des merveilles lorsque l'héroïne parle au chapelier fou. Si les capitalistes se montrent alertes, ils pourront peut-être s'adjuger une partie de ces 4.6 milliards de dollars avant que le secteur public ne mette la main dessus, mais ils devront faire vite. Jusqu'ici, on n'a pas tenu compte de l'industrie dont les réserves en liquidités ont été mises à rude épreuve par des taxes exagérées, une inflation ruineuse et des taux d'intérêt très élevés. Or, pendant qu'elle se débattait pour résoudre ses problèmes, et que les Canadiens n'ont jamais connu tant de faillites, calculées sur une base mensuelle, que faisait le gouvernement qui adoptait des décrets du conseil en série au lieu de s'adresser au Parlement, c'est-à-dire à la Chambre où nous avons voix au chapitre? Que faisait le gouvernement? Le gouvernement, à coup de décrets du conseil, a permis au sénateur Jack Austin de se tailler un immense empire commercial sous le couvert de la Société canadienne pour le développement des investissements. Jusqu'ici le gouvernement s'est contenté de parer au plus pressé au lieu d'aider les entreprises à prospérer. Quels sont donc les principes dont il s'inspire pour assurer l'essor de nos entreprises? J'ai lu le budget de la première à la dernière page pour tâcher de le savoir. Le moins que l'on puisse dire, à mon avis, c'est qu'il est très ambigu sur ce point.

Les pêches traversent une période difficile dans les provinces de l'Atlantique et malgré le million de dollars que la Commission royale Kirby a dépensé pour examiner cette question, le ministre des Finances ne semble guère troublé par nos problèmes car il en parle à peine dans son exposé budgétaire.

M. Kirby a signalé les questions fondamentales, voire la matière première, si je puis m'exprimer ainsi, qui nécessitent des changements, notamment la réorganisation de la flotte, l'amélioration de la qualité, les structures de la commercialisation et les technologies de pointe. On peut et on doit surmonter les problèmes qui feraient obstacle à la reconstruction de cette industrie à croissance dynamique fondée sur une ressource renouvelable classique. Toutefois, le gouvernement ne doit pas se contenter de belles paroles, il doit agir immédiatement. Depuis trop longtemps ce secteur est privé de l'aide la plus rudimentaire dont il a besoin pour devenir rentable. Je veux